

« Lorsque la spéculation est aussi forte, il faut employer les grands moyens »

Le Figaro
6.5.2010

PROPOS RECUEILLIS PAR
ANNE CHEYVIALLE

Président de l'OFCE, l'économiste Jean-Paul Fitoussi critique l'attitude des Européens face à la crise grecque.

LE FIGARO. - La réaction des marchés est-elle purement spéculative ou repose-t-elle sur des critères objectifs ?

Jean-Paul FITOUSSI. - C'est la paralysie de la décision européenne qui a entraîné cette spéculation. Les Européens ont trop tardé à se mettre d'accord sur un plan de financement de la dette grecque, en imposant, de surcroît, des conditions qui ne sont pas crédibles. Les marchés, qui doutent de la capacité de la zone euro à faire front commun, attaquent les autres maillons faibles comme l'Espagne et le Portugal.

Pourquoi attaquent-ils justement après l'accord sur l'aide à la Grèce ? Maintenant que la Grèce est couverte par un plan, les marchés s'en prennent aux autres pays. Ils testent la résistance de la zone euro. Et ce d'autant que le risque de faillite d'un État européen est très faible et donc la probabilité de gains très élevée. Le métier des marchés financiers est d'essayer de gagner de l'argent. On ne peut pas leur reprocher de spéculer.

Que peuvent faire les États pour freiner cette spéculation ? Il aurait fallu garantir solidairement la dette des États de la zone euro

comme cela se fait pour un pays, soit en créant un fonds monétaire européen, soit en émettant des euro-obligations sous l'égide de la Banque européenne d'investissement. L'avantage étant de pouvoir emprunter sur les marchés internationaux à des taux très faibles. Lorsque la spéculation est aussi forte, il faut employer les grands moyens.

La BCE devrait-elle accepter toutes les dettes, quelle que soit leur notation, comme elle vient de l'annoncer pour la Grèce ? Ce serait bien sûr un premier pas. Il faut rendre les dettes plus liquides. Mais, surtout, il faut une déclaration officielle de solidarité des États membres.

Existe-t-il un vrai risque de contagion ?

Oui, justement par manque de solidarité structurelle. À l'image de l'Allemagne, qui a résisté jusqu'au bout. On a même parlé de l'exclusion de la Grèce de la zone euro. Résultat, aujourd'hui aucun État n'est à l'abri des attaques... même l'Allemagne !

Cette crise pourrait-elle entraîner la fin de l'euro ?

Pas du tout. C'est précisément l'euro qui fait qu'il n'y a pas de risque de faillite. Personne n'a intérêt à ce que l'euro disparaisse, surtout pas l'Allemagne. On est très loin du point bas de la monnaie unique, qui a oscillé depuis sa création entre 0,82 et 1,57 dollar.



Jean-Paul Fitoussi estime qu'« il faut une déclaration officielle de solidarité des États membres. »

ROUJOUX/LE FIGARO
MAGAZINE

Le dérapage des manifestations à Athènes change-t-il la donne ?

Les économistes ont oublié qu'il y a une démocratie en Grèce. On ne peut imposer un tel électrochoc (baisse de déficit équivalent à 6,5 points de PIB la première année) à la population. Surtout dans une situation de quasi-déflation et de croissance nulle. La Grèce doit mettre de l'ordre dans ses finances publiques mais pas aussi brutalement. ■

Euro contre dollar

en dollar

1,45

1,35

1,25

Décembre

Source: Bloomberg